

ARCHIVES DU COMITÉ D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE
PRÉFACE DU PREMIER INVENTAIRE

par Marie-Thérèse CHABORD

Dès le lendemain de la libération de la France, avant même d'attendre la fin de la guerre, par une réaction presque spontanée, les Français se préoccupèrent de recueillir les souvenirs d'une époque qui leur parut extraordinaire puisqu'elle combinait une guerre moderne (avions, chars) avec les aspects d'un conflit qui aurait pu être vécu bien longtemps auparavant (résistance, maquis).

Tandis que les Archives de France, à Paris et dans les départements, s'efforçaient de faire entrer dans leurs collections les archives de cette période, le besoin était ressenti de créer une institution spécialisée qui compléterait leur action.

Les institutions

La Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France (CHOLF)

À Paris, immédiatement après la Libération, Mme Cazeaux-Varagnac, bibliothécaire à la bibliothèque de l'Arsenal, constitua un Comité d'histoire de la libération de Paris.

Ce comité fut rapidement absorbé par la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France (CHOLF), créée par décision gouvernementale du 20 octobre 1944.

Un arrêté du ministère de l'Éducation nationale du 22 novembre 1944 institua cette commission auprès du Comité des travaux historiques et scientifiques dépendant lui-même de la Bibliothèque nationale, laquelle relevait du ministère de l'Éducation nationale. Cet arrêté nommait 37 membres à la commission, sous la présidence de Pierre Caron, directeur honoraire des Archives de France. Parmi ces membres : des conservateurs d'archives, de bibliothèques, de musées, des professeurs d'université et du Collège de France, l'aumônier général des prisonniers de guerre. Un autre arrêté du 23 décembre 1944 nomma 7 nouveaux membres, parmi lesquels Mme Cazeaux-Varagnac qui sera secrétaire de la commission jusqu'en mars 1945. Aucun de ces arrêtés, pas plus que la décision gouvernementale, n'est paru au *Journal officiel* ni au *Bulletin officiel* du ministère de l'Éducation nationale.

Le 23 février 1945, un nouvel arrêté du ministère de l'Éducation nationale nomma 11 nouveaux membres, ce qui portait à 54 leur nombre total. Parmi eux Édouard Perroy, alors professeur à la Faculté des lettres de Lille et Anne-Marie Étaix, professeur au lycée Jules Ferry à Paris. Un autre arrêté du même jour nommait 3 vice-présidents : Édith Thomas, archiviste-paléographe ; Georges Bourgin, directeur honoraire des Archives de France ; Georges Lefebvre, professeur à la Faculté des lettres de Paris.

Un arrêté du 28 avril 1945 confirma les deux arrêtés du 23 février, un autre arrêté du 15 mars 1945 plaça Édouard Perroy en position de détachement, à la disposition de la commission, un arrêté du 14 avril 1945 le nomma secrétaire général. Édouard Perroy restera détaché à la commission jusqu'en octobre 1946, Anne-Marie Étaix partageant avec lui la charge de secrétaire général pendant quelques mois. Odette Merlat-Guitard, professeur d'histoire au lycée Molière à Paris, fut ensuite détachée à la commission du 1^{er} octobre au 30 novembre 1947 comme secrétaire générale adjointe.

Édouard Perroy quitta le secrétariat général en octobre 1946. C'est à ce moment, qu'entra à la commission Henri Michel, agrégé d'histoire, inspecteur d'académie à Toulon, correspondant pour le Var.

Un arrêté du 3 mai 1947 relatif à l'organisation de la commission n'a pu être retrouvé. Il semble qu'il ait nommé à la présidence Marcel-Edmond Naegelen, alors ministre de l'Éducation nationale, Pierre Caron devenant vice-président et Henri Michel secrétaire général. L'arrêté créait une sous-commission permanente présidée par Pierre Caron, Georges Bourgin étant vice-président et Henri Michel secrétaire général. Cette sous-commission devait assurer la bonne marche des travaux dans l'intervalle des séances plénières.

Un arrêté du ministère de l'Éducation nationale du 8 novembre 1950 (*JO* des 12-13-14 novembre) modifia la composition du bureau de la commission : président, Georges Bidault ; vice-présidents, Pierre Caron, Gilberte Brossolette alors vice-présidente du Conseil de la République, Georges Lefebvre, professeur à la Sorbonne ; secrétaire général, Henri Michel. Le bureau de la sous-commission permanente restait sans changement.

Le Comité d'histoire de la Guerre

Parallèlement à la commission avait été créé à la présidence du Gouvernement provisoire, par décret du 6 juin 1945 (*JO* du 7 juin) un Comité d'histoire de la Guerre qui avait pour mission de coordonner les programmes des travaux entrepris dans les divers départements ministériels sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de centraliser les informations relatives à l'activité des services chargés dans les différents pays alliés ou amis de travaux analogues.

L'exposé des motifs précise les attributions respectives de la CHOLF et du nouveau comité : la commission traitera l'ensemble des questions que pose notre histoire depuis 1939, le comité coordonnera les travaux entrepris en France par les services d'archives et centralisera les informations sur les travaux analogues des pays alliés ou amis.

Un arrêté du président du Gouvernement provisoire du 7 mai 1946 (*JO* du 9 mai) fixa la composition du Comité :

- 5 membres désignés par le président du Gouvernement provisoire : Maurice Baumont, chef du service de documentation économique au ministère de la France d'outre-mer ; Camille Bloch, membre de l'Institut ; Lucien Febvre, professeur au Collège de France ; Marcel Hoden, ancien membre du Secrétariat de la SDN ; Paul Vaucher, professeur à la Sorbonne.

- 8 membres désignés par le ministre de l'Éducation nationale : Georges Bourgin, directeur honoraire des Archives de France ; Julien Cain, administrateur général de la Bibliothèque nationale ; Pierre Caron, président de la CHOLF ; Maurice Crouzet, inspecteur général de l'Instruction publique ; Ernest Labrousse, professeur à l'Université de Paris ; Georges Lefebvre, professeur honoraire à l'Université de Paris ; Édouard Perroy, secrétaire général de la CHOLF ; Pierre Renouvin, professeur à l'Université de Paris.

- 1 représentant de chacun des départements ministériels désigné par le ministre compétent.

De plus, Lucien Febvre était nommé président et Pierre Renouvin vice-président.

Un décret de la présidence du Conseil du 26 novembre 1948 (*JO* du 27 novembre) augmenta le nombre des membres : ceux désignés par le président du Conseil passaient de 5 à 10, ceux désignés par le ministre de l'Éducation nationale parmi les membres de la CHOLF de 8 à 12. Un arrêté du même jour nommait huit nouveaux membres parmi lesquels le président René Cassin et Henri Michel, secrétaire général de la CHOLF désigné par le ministre de l'Éducation nationale.

La CHOLF, après avoir siégé au début dans des locaux de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), 102 rue du Bac, s'était installée au 12 de la rue Guénégaud où vint la rejoindre le comité, ils partirent 24 boulevard Saint-Michel fin 1951.

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Un décret de la présidence du Conseil du 17 décembre 1951 (*JO* du 20 décembre) fusionna le Comité d'histoire de la Guerre et la CHOLF en un seul organisme dénommé Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, créé auprès de la présidence du Conseil.

Le nouveau comité était chargé de procéder à toutes recherches, études ou publications relatives à la Deuxième Guerre mondiale et devait assurer la publication de la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*. Son budget était alimenté par un crédit ouvert au CNRS.

Il comprenait 1 représentant de chacun des départements ministériels choisi par le ministre et des membres désignés par le président du conseil des ministres en raison de leur compétence, il était administré par un comité de direction dont les membres étaient nommés par arrêté du président du Conseil. Un arrêté du 20 décembre 1951 nomma Georges Bidault président d'honneur, Pierre Caron vice-président honoraire, Lucien Febvre président, Pierre Renouvin, Georges Bourgin, Julien Cain, Ernest Labrousse vice-présidents, Henri Michel secrétaire général. Un arrêté du 14 novembre 1952 désigna 38 membres.

Le nouveau comité resta installé dans les locaux du 24 boulevard Saint-Michel, d'où il partit au 22 rue d'Athènes le 1^{er} juillet 1954 et au 32 rue de Leningrad en décembre 1965.

Lucien Febvre mourut en septembre 1956, à peu près à la même époque que Georges Bourgin. La présidence resta vacante jusqu'au 12 décembre 1956, date de la nomination de Maurice Baumont, membre de l'Institut.

Un décret du Premier ministre du 1^{er} juillet 1967 (*JO* du 7 juillet) modifia le décret de création du 17 décembre 1951 : les membres désignés par le Premier ministre en raison de leur compétence le furent désormais pour une durée de 5 ans (art. 1). De plus, le secrétaire général était chargé de diriger le personnel d'administration et de recherche (art. 2).

Un arrêté du Premier ministre du 7 février 1977 (*JO* du 9 février) nomma vice-présidents du comité Jean Bouvier, professeur à l'Université de Paris I, Henri Michel, devenu directeur de recherche au CNRS, et René Rémond, professeur à l'Université Paris X. Henri Michel recevait compétence pour l'exécution des décisions du comité de direction, Claude Lévy, docteur ès-lettres, était nommé secrétaire général en remplacement d'Henri Michel, François Bédarida, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Jacques Bariéty, professeur à l'Université de Strasbourg, François-Georges Dreyfus, directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et Jean-Marie Mayeur, professeur à l'Université de Créteil, étaient nommés membres en raison de leur compétence.

Par arrêté du Premier ministre du 15 mars 1979 (*JO* du 17 mars), Maurice Baumont fut nommé président d'honneur et Henri Michel président. Le 1^{er} août de la même année (*JO* du 2 août), Jean-Baptiste Duroselle, membre de l'Institut, professeur à l'université Paris I, fut nommé vice-président et François Bédarida directeur.

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ne pouvait être un organisme créé à titre définitif. Sa disparition devait coïncider avec le départ d'Henri Michel. Il ne pouvait cependant être question d'arrêter les travaux sur l'histoire de la guerre et il n'y avait pas non plus de raisons de continuer à les rattacher aux services du Premier ministre.

Le CNRS décida donc de prendre complètement en charge cette activité, en ménageant toutefois une période transitoire. À cet effet, une décision du directeur général du CNRS du 26 septembre 1978 créa à Paris, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre, un laboratoire

dénommé Institut d'histoire du temps présent (IHTP), visant à couvrir l'histoire récente de la France et des pays étrangers depuis 1945. Cet institut intégrait le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et poursuivait à ce titre l'étude de la période 1939-1945. Il s'agissait d'un laboratoire propre du CNRS, dont François Bédarida était le directeur, avec un comité de direction présidé par René Rémond, comprenant des membres nommés par le CNRS (commission XL et personnalités scientifiques) et des représentants de l'administration.

Les deux organismes, Comité d'histoire et Institut du temps présent coexistèrent dans un même local sous l'autorité du même directeur en 1979 et 1980, chacun avec son budget propre. Ils fusionnèrent au sein de l'IHTP en janvier 1981. Les locaux de la rue de Leningrad avaient été abandonnés en janvier 1980 pour une installation moderne 80b rue Lecourbe, dans le XV^e arrondissement.

Le Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

La création d'un comité international fut décidé lors d'une réunion d'historiens représentant les organismes de recherche historique dans 18 pays, tenue à Paris les 11 et 12 mai 1967. Le siège se trouvait à Paris dans les locaux du Comité d'histoire. Le bureau provisoire comprenait Ferruccio Parri (Italie), président, Henri Michel (France), secrétaire général, Loe De Jong (Hollande), trésorier. Son but était, outre l'échange de livres, documents, informations, l'élaboration d'un fichier international systématique des sources, ainsi que l'organisation ou le patronage de colloques.

L'élection d'un bureau définitif eut lieu lors de la réunion de Moscou le 23 août 1970 : Henri Michel fut élu président, Pavel Jiline (URSS) et Jovan Marjanovic (Yougoslavie) vice-présidents, M. de Jong reconduit dans ses fonctions de trésorier. Le secrétariat fut confié au comité italien qui avait aussi la responsabilité du bulletin. Le bureau tenait une séance annuelle dans l'un ou l'autre pays et une assemblée plénière avait lieu tous les cinq ans.

Le comité fut admis comme organisme affilié par le Comité international des sciences historiques lors de sa séance de Rome des 3-4 juin 1967.

Les travaux

La CHOLF

La CHOLF tint sa première séance plénière le 28 décembre 1944 sous la présidence de René Capitant, ministre de l'Éducation nationale, assisté de Pierre Caron, président de la commission, et de Marcel Bouteron, directeur des Bibliothèques, la secrétaire étant Mme Cazeaux-Varagnac.

Dès cette première réunion, il fut évident qu'un des rôles de la commission serait de rechercher et de recueillir les documents relatifs à la Résistance qui, du fait même de sa clandestinité, avait peu d'écho dans les archives publiques. Cette recherche avait été commencée par Mme Cazeaux-Varagnac qui avait lancé un appel pour lequel étaient arrivées un grand nombre de réponses.

Au cours de cette première séance, Pierre Caron déclara : « Nous avons à constituer le dossier qui servira aux historiens de l'avenir », Émile Coornaert demanda que l'on mette en place un personnel d'enquête avec un responsable par département, Pierre Renouvin signala combien il était important de provoquer des témoignages et de constituer un réseau de correspondants. Tout était dit.

L'activité de la commission, ainsi que son nom l'indique, s'exerça dans deux directions : occupation et libération¹. Une première section dirigée par Pierre Caron se pencha sur l'histoire de l'Occupation, pour laquelle existaient d'abondantes archives, parmi lesquelles il était possible de choisir des éléments de publication. C'est ainsi que parut de 1947 à 1959 l'ouvrage intitulé *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice. Recueil de documents publiés par le gouvernement français* (Paris, Impr. nat., 5 vol. in-8° couvrant la période du 29 juin 1940 au 21 décembre 1941, par Pierre Cézard, archiviste aux Archives nationales).

Une seconde section animée par Édouard Perroy et Odette Merlat se consacra à l'histoire de la Résistance. L'enquête avait commencé en décembre 1944. Des instructions furent données par une circulaire du 11 février 1945 et reprises le 26 mars 1945 avec un plan d'enquête et de questionnaire pour les mouvements de résistance établi par Édouard Perroy, le champ s'étendant à toute la France métropolitaine. Il fallait recueillir non seulement les témoignages des chefs, qui se trouvaient en général à Paris, mais encore ceux des acteurs et des témoins sur place en province.

Une enquête systématique fut effectuée à Paris par une équipe d'enquêteurs : Mme Altman, Arthur Calmette, Anne-Marie Étaix, Yvette Guineau, Marie Granet, Louis Lecorvaisier, Odette Merlat, Henri Michel, Jeanne Patrimonio, Édouard Perroy. Dans les départements, Édouard Perroy et Odette Merlat organisèrent le réseau des correspondants : archivistes, bibliothécaires, professeurs, tous enquêteurs de bonne volonté non rétribués, qui furent à la fois dirigés par correspondance et réunis régulièrement, soit à Paris, soit en région. Ils effectuèrent la collecte des documents originaux de la clandestinité et recueillirent les témoignages, dont un millier fut rassemblé en un peu plus d'un an, tant à Paris qu'en province.

Un circulaire du cabinet du ministre de l'Éducation nationale du 3 juillet 1947 adressée aux inspecteurs d'académie leur demanda de constituer dans chaque département, en accord avec le préfet et l'archiviste départemental, un comité de patronage et d'obtenir du conseil général une subvention pour défrayer les correspondants. L'institution était donc pleinement en place et les 90 correspondants constituèrent en quelque sorte l'ossature de la commission. Leur activité se poursuivit inlassablement pendant les trente-cinq années d'existence de la CHOLF, puis du comité et leurs envois constituèrent la plus gros de la série des 120 cartons consacrés à la résistance en France (72AJ/90 à 208).

La commission organisa une exposition sur la résistance et la libération de la France à l'occasion du 5^e anniversaire du débarquement du 6 juin 1944 au Musée pédagogique (devenu Institut pédagogique national), rue d'Ulm, en juin-juillet 1949. Elle fit paraître un bulletin mensuel qui eut 21 numéros, de janvier 1948 à janvier 1951.

Le Comité d'histoire de la Guerre

Alors que la CHOLF s'appuyait sur son réseau départemental de correspondants pour effectuer des enquêtes et recueillir des témoignages auprès de ceux qui avaient fait partie des mouvements et des réseaux de résistance, des partis politiques, de la France libre, des FFI, le comité, suivant la tâche qui lui avait été assignée, avec l'aide de ses correspondants dans les ministères, s'efforça de repérer et de préserver les archives relatives à la guerre dans l'ensemble de l'administration et de provoquer leur versement éventuel, tant aux Archives nationales à Paris qu'aux Archives départementales en province. Il forma le projet d'une histoire de l'administration française de 1939 à 1945 : organisation administrative, législation, activité, relations avec la puissance occupante, relations entre administrations. D'intéressants rapports ou études furent effectués à ce sujet dans plusieurs ministères.

1 Voir l'article d'Odette Merlat, « La Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France » dans la *Revue historique*, janvier-mars 1947, p.70-78.

Il aida à créer des organismes analogues en Algérie (un comité algérien tint sa première réunion à Alger le 21 décembre 1948), en Tunisie, au Maroc. Sur son initiative, une mission française fut envoyée auprès du Tribunal militaire de Nuremberg en 1948 pour récupérer des documents et faire exécuter des microfilms pour les Archives nationales. Il prit part au congrès international sur la Deuxième Guerre mondiale à l'Ouest, tenu à Amsterdam en septembre 1950.

Un certain nombre de sous-commissions furent créées en son sein :

- sous-commission du programme, dont il nous reste deux comptes-rendus de réunions le 8 novembre 1948 et le 10 mars 1949 ;
- sous-commission de la documentation, dont il nous reste le compte-rendu de la réunion du 14 février 1949 ;
- sous-commission de l'histoire de la déportation, sous la présidence de Julien Cain, dont la première séance fut tenue le 20 juin 1951.

Le Comité fit paraître un bulletin intérieur de novembre 1948 à décembre 1951. Il édita en même temps les *Cahiers d'histoire de la Guerre* dont parurent quatre numéros, chacun consacré à une étude précise :

- n° 1 : Darlant et l'Afrique du Nord. Von Schleicher et Von Papen (janvier 1949) ;
- n° 2 : Les accords concernant l'Afrique du Nord française de janvier 1940 à janvier 1943 (octobre 1949) ;
- n° 3 : Aspects de la résistance européenne (février 1950) ;
- n° 4 : Aspects de l'économie française sous l'Occupation (mai 1950).

À partir de novembre 1950, les *Cahiers* furent remplacés par la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, publication trimestrielle éditée par les Presses universitaires de France, dont le comité de direction était présidé par Lucien Febvre et dont le rédacteur en chef était Henri Michel.

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, conséquence de la fusion des deux organismes précédents, reprit à la fois leur organisation et leur action¹. L'institution des correspondants s'étendit à raison de deux à trois correspondants par département, ils étaient 157 en 1976 (il n'y avait pas de correspondants dans la Seine). Un bulletin mensuel ronéotypé parut régulièrement de janvier 1952 à décembre 1980 (243 numéros) ainsi que la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* tous les trimestres.

L'activité du Comité se fixa dans un certain nombre de directions :

- continuation de l'enquête orale entreprise par la CHOLF auprès des résistants ;
- grandes enquêtes collectives : chronologie de la Résistance, enquêtes sur la captivité et la déportation, sur les mouvements de collaboration, sur la répression à la Libération ;
- participation à des rencontres internationales.

À cet effet, il fit appel à un certain nombre de commissions que nous énumérons ici dans l'ordre chronologique :

- *Commission d'histoire de la déportation*, qui fonctionnait déjà sous l'ancien comité. Elle fut présidée par Julien Cain jusqu'à sa mort en 1974 et s'arrêta peu après. Cette commission établit à partir de 1952 les statistiques départementales de la déportation, qui furent toutes publiées dans le bulletin intérieur. Elle réalisa aussi les cartes de la souffrance (internements déportations, fusillades, destructions d'immeubles) dont 70 ont été tirées et diffusées.

¹ Voir l'article d'Henri Michel dans la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 124, octobre 1981, p. 1-17.

- *Commission d'histoire de la résistance*, présidée par Paul Vaucher, puis Daniel Mayer, Marcel Baudot, inspecteur général des Archives de France, en étant le secrétaire général. Ce fut sous l'égide de cette commission que fut établie la « Chronologie de la Résistance en France », c'est-à-dire la mise sur fiches de tous les actes connus de résistance grâce à des témoignages et surtout à des dépouillements d'archives à Paris et dans les départements. Cette enquête aboutit à environ 200 000 fiches. C'est également cette commission qui établit les cartes de l'action (attentats, sabotages, parachutages, emplacement des maquis, combats), 46 cartes étaient parues pour 32 départements en 1980.

- *Commission d'histoire de la captivité de guerre*, présidée par Fernand Braudel, professeur au Collège de France, secrétaires généraux François Boudot et Jean-Marie d'Hoop. Créée en 1954, elle ne fonctionna que quelques années, elle a fait des expositions, établi un questionnaire et recueilli des témoignages.

- *Commission d'histoire militaire*, présidée successivement par Pierre Renouvin, le général Fournier et le général Gambiez, dont le secrétaire général fut Jean-Marie d'Hoop. Elle publia des numéros spéciaux de la revue et participa à de nombreux colloques internationaux.

- *Commission d'histoire économique et sociale*, créée en 1960, présidée par le professeur Jean Fourastié, puis par Jean Bouvier, professeur à l'Université Paris I, le secrétaire général étant François Boudot, puis Robert Frankenstein. Elle continue à fonctionner à l'Institut d'histoire du temps présent avec une enquête sur l'histoire des entreprises pendant la guerre et le STO, avec des résultats pour 30 départements.

- *Commission d'histoire de l'instruction publique, de la jeunesse et des arts et lettres* (histoire culturelle), présidée par Paul Bastid, membre de l'Institut. Vers 1970, elle s'est fondue dans la commission qui suit.

- *Commission d'histoire de la propagande et de la collaboration*, créée en 1964, présidée par Paul Bastid, puis René Rémond, dont le secrétaire général était Claude Lévy. L'enquête a porté sur environ 60 départements avec des résultats pour 40.

- *Groupe d'étude sur l'Extrême-Orient*, qui s'est transformé en 1976 en *Commission d'histoire de l'Empire français*, présidée par le professeur Ageron. Cette même commission est devenue à l'Institut d'histoire du temps présent un groupe de travail sur la décolonisation, toujours présidé par le professeur Ageron.

- *Commission d'histoire religieuse*, créée en 1978, présidée par le professeur Jean-Marie Mayeur, qui continue ses travaux dans le cadre de l'Institut d'histoire du temps présent.

Pour réaliser sa tâche, le Comité fut amené à constituer plusieurs services :

- une bibliothèque de travail d'environ 12 000 volumes comprenant également des collections de journaux, de coupures de presse, d'affiches, de tracts.

- des archives, qui conservaient les témoignages provenant de l'enquête orale, les documents divers recueillis par les enquêteurs et les correspondants départementaux, ainsi que certains fonds d'archives provenant de personnalités qui en avaient fait don au comité. On y trouvait également de nombreux exemplaires de la presse clandestine et une collection d'environ 900 bobines de microfilm.

- une photothèque dont les premiers éléments furent rassemblés en 1949 lors de l'exposition montée par la CHOLF sur la Résistance et la libération de la France. Près de 20 000 documents furent réunis, classés par thèmes et inventoriés pour être mis à la disposition des professeurs, des étudiants des organisateurs d'expositions et de musées, des réalisateurs de films et d'émissions télévisées, etc.

Le Comité organisa quelques grandes expositions :

- *Résistance, libération, déportation* à l'Institut pédagogique national, rue d'Ulm, du 9 novembre 1954 au 5 janvier 1955 ;

- *La captivité de guerre*, également à l'Institut pédagogique national, du 3 au 31 mai 1957 ;

- en 1964, dans le cadre des manifestations célébrant le 20^e anniversaire de la libération de la France, le comité fut chargé de mettre sur pied à Paris et dans les départements des expositions sur le thème : *L'Occupation - La Résistance - La Libération*. À Paris, l'exposition eut lieu à l'Hôtel des Invalides d'août à décembre 1964 et fut inaugurée le 25 août par le général de Gaulle. En province, des expositions fixes ou itinérantes furent montées dans 49 départements ;

- en 1965, la même formule fut reprise pour le 20^e anniversaire de la libération des camps de concentration, avec une exposition à l'Hôtel des Invalides sur le système concentrationnaire nazi, d'avril à décembre 1965, et des expositions dans 45 départements

Au cours des années 1967-1968, le comité forma sans succès le projet d'un Musée national de la Résistance et de la Déportation à installer dans ses locaux rue de Leningrad. En réalité, de nouvelles salles furent ouvertes sur la Deuxième Guerre mondiale et la Résistance au Musée de l'Armée aux Invalides. Par contre, il aida à la création de nombreux musées historiques en province, dont le plus marquant est celui de Besançon, inauguré en septembre 1974.

La recherche des documents conservés à l'étranger fut poursuivie. C'est ainsi que Marcel Baudot, inspecteur général des Archives de France, fut envoyé en mission auprès du Service international de recherches à Arolsen (Allemagne) au mois de mai 1953 et M. Grunewald à Washington en 1955-1956.

Prenant là aussi la suite de la CHOLF, le comité participa à un certain nombre de conférences ou congrès internationaux :

- 1^{re} conférence internationale sur l'histoire de la résistance européenne à Liège et Bruxelles, septembre 1958 ;

- 2^e congrès international d'histoire de la résistance, Milan, mars 1961 ;

- 3^e congrès international sur l'histoire de la résistance européenne, Karlovy-Vary (Tchécoslovaquie), septembre 1963 ;

- colloque du Comité de liaison pour l'organisation de conférences internationales sur l'histoire de la résistance en Europe, Vienne, 30 août 1965.

Il organisa lui-même des colloques bi-nationaux réunissant une dizaine de participants de chaque pays, dont les actes ont été publiés par le CNRS :

- colloques sur les relations militaires franco-belges de mars 1936 au 10 mai 1940 : quatre colloques s'étendant de mai 1963 à mars 1968 (actes publiés en 1968) ;

- colloques franco-britanniques sur les relations franco-britanniques de 1935 à 1939 : quatre colloques en 1971, 1972, 1973, 1975 (actes publiés en 1975 et 1979) ;

- colloques franco-allemands sur le thème France et Allemagne de 1932 à 1939, qui eurent lieu en 1977 et 1978 (actes publiés en 1979).

Outre les travaux déjà mentionnés (Chronologie de la Résistance, grandes enquêtes, cartes de la souffrance et de l'action, etc.), le comité aida pour leur thèse un nombre considérable de chercheurs. Henri Michel et Olga Wormser-Migot furent les conseillers techniques pour le film *Nuit et Brouillard*, Henri Michel, à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de la déclaration de la guerre de 1914 et du 20^e anniversaire de la Libération en 1944, écrivit, en tant que secrétaire général du comité, le texte servant de base à l'émission télévisée *30 ans d'histoire 1914-1944* pour la période 1939-1944.

Le Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Tout en effectuant la liaison avec les comités nationaux, le comité organisa des réunions internationales une ou deux fois par an et participa aux congrès du Comité international des sciences historiques qui ont lieu tous les cinq ans.

Deux colloques furent tenus à Paris :

- *La guerre en Méditerranée*, en avril 1969 (publié par le CNRS en 1971, 792 p.)
- *La libération de la France*, en octobre 1974 (publié par le CNRS en 1976, 1054 p.)

Il publia deux fois par an à partir de février 1968 un *Bulletin de nouvelles*, lequel constitue le seul lien dans l'intervalle des assemblées. Édité sous forme ronéotypée tour à tour à Paris, Milan et Bruxelles par les soins du secrétaire général, il est tiré à raison d'une moitié en français et d'une moitié en anglais.

Les archives

La CHOLF

Les archives de la CHOLF ont été transférées aux Archives nationales au cours de l'été 1951, à la demande de Pierre Caron qui appréhendait de voir des documents précieux et confidentiels sans aucune espèce de garde pendant plusieurs semaines. Une petite partie de ce fonds est restée aux Archives nationales (27 cartons cotés 72AJ/1 à 27) ; la partie la plus importante comprenant les témoignages a été remise au Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale en 1973.

Les archives demeurées aux Archives nationales renferment des documents divers rassemblés sous un certain nombre de thèmes : Alger et le CFLN, le CNR, la Libération, les partis politiques, les mouvements de collaboration, la police, la résistance dans le Loiret, le STO, un certain nombre d'études de l'Institut de conjoncture et de la Marine marchande, etc.

Il reste malheureusement très peu de chose des archives inhérentes au fonctionnement de la commission elle-même : les textes officiels concernant sa création et ses modifications n'ont pas été conservés, nous avons dû les retrouver par ailleurs, les classeurs contenant la correspondance de la CHOLF d'abord, du Comité ensuite, de l'origine à octobre 1959 (n° 1 à n° 8) ont disparu. Il reste des procès-verbaux de séances diverses, des documents relatifs aux correspondants, la collection du bulletin intérieur. Rien sur le budget (voir la sous-série F/17), aucun rapport d'activité, seul un petit dossier retrouvé dans les archives du comité (72AJ/694) rappelle l'exposition de 1949.

Le Comité d'histoire de la Guerre

Le Comité d'histoire de la Guerre n'est représenté que par le *Bulletin intérieur* et deux procès-verbaux de réunions (72AJ/27).

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale devait cesser ses activités le 31 décembre 1980. La dévolution de ses biens fut décidée au terme d'un certain nombre de discussions : l'IHTP garda la bibliothèque, la photothèque fut attribuée au ministère des Anciens combattants, les tracts et la presse clandestine à la Bibliothèque nationale. Une décision du Premier Ministre du 17 janvier 1980 prescrivit, ainsi qu'il en avait été convenu de tout temps, le versement des archives aux Archives nationales, à l'exception des instruments de travail établis par le comité pour son usage propre.

Une première reconnaissance des archives avait été réalisée de concert par des représentants du comité et des Archives nationales en décembre 1979. Les archives furent transportées rue Lecourbe lors du déménagement de janvier 1980. Une fois installées dans les nouveaux locaux, elles furent inventoriées et cotées durant la fin de l'année 1980 et le début

de 1981 par un conservateur des Archives nationales, puis transférées à la fin de la même année, ce délai ayant été laissé volontairement pour permettre l'achèvement des travaux en cours.

Le comité a laissé 677 cartons (72AJ/28 à 705B), plus une série de 1037 affiches (72AJ/706 à 1743) et des microfilms.

Pour les dossiers d'archives, nous avons, suivant l'usage, conservé le classement existant. Il est à remarquer que le plan de la première partie (72AJ/35 à 407) correspond davantage à l'ordre chronologique des travaux qu'à un classement logique. Les dossiers, notamment ceux de la résistance intérieure (mouvements, départements), comprennent à la fois les témoignages recueillis par les correspondants, des documents de tous ordres envoyés par eux et même des photocopies de mémoires ou de thèses. Chaque dossier est contenu dans une chemise sur laquelle est inscrite la liste des documents qu'il comporte. En fait, il s'agit moins d'un dossier d'archives que d'une documentation.

La seconde partie, intitulée « Fonds privés » (72AJ/408 à 631) rassemble dans l'ordre alphabétique des donateurs tous les documents que ceux-ci ont remis au comité : papiers qu'ils détenaient souvent de par leurs fonctions, travaux faits par eux, souvenirs personnels. Ces documents se présentent sous forme d'originaux ou bien de photocopies, certains relèvent des archives publiques. Il est parfois arrivé qu'aient été glissés dans les dossiers des documents d'une autre provenance ; c'est le cas, par exemple, pour les dossiers Barthélemy concernant le procès de Riom. Le comité avait établi pour un certain nombre de ces fonds des inventaires détaillés qui sont conservés sous la cote 72AJ/705/A.

La troisième partie (72AJ/632 à 705/B) concerne le fonctionnement et l'activité du comité lui-même. Comme nous l'avons dit, la correspondance n'est conservée qu'à partir de novembre 1959, de plus les classeurs 23 à 39 renfermant le courrier du 8 février 1964 au 9 novembre 1969 ont également disparu. On notera que certains classeurs comportent un petit nombre de lettres qui ne sont pas à leur place, ceci étant dû au fait que les lettres extraites pour consultation n'étaient pas remises à leur date mais replacées dans le classeur correspondant à la date de consultation.

Les rapports annuels n'existent que pour 1975 et 1976 ; les documents budgétaires à partir de 1968 seulement, la collection des procès-verbaux des réunions plénières est incomplète, aucun dossier n'a été conservé sur l'exposition de la captivité de guerre de 1957.

En quatrième partie (72AJ/706 à 1743), on trouvera une très belle collection d'affiches s'étendant de 1933 aux années 1950. Elles ont été classées à la fois chronologiquement et par thèmes : l'avant-guerre, les opérations militaires de 1939-1940, l'occupation allemande, le gouvernement de Vichy, la France libre, le gouvernement d'Alger, les Alliés, la Libération et l'après-guerre. Éditées sur du mauvais papier, grossièrement réparées, elles demandent restauration mais n'en constituent pas moins un témoignage particulièrement vivant de cette époque.

Les nombreux microfilms que possédait le comité ont fait l'objet d'un partage à l'amiable :

- L'Institut d'histoire du temps présent a gardé les microfilms de la série A, à savoir les archives allemandes capturées par l'armée américaine en France et en Belgique et microfilmées avant d'être rendues aux Allemands ; les rapports du *Supreme War Council* (B 150-152) ; les microfilms de la série C en entier (journaux divers) ; une partie des microfilms de la série D : D 8 : documents en langue tchèque concernant les congrès du Parti communiste de 1920 à 1945, D 9 : une étude intitulée « Anthologie de la mauvaise foi », D 10-14 : brochures en chinois sur la grande guerre d'indépendance, D 15 : documents sur l'armée japonaise, D 16 : guide des Archives nationales de Washington, D 24 : carnets de guerre et d'occupation de Fernand Picard aux usines Renault.

- Le Service historique de l'Armée a pris les bobines D 1 à D 7 qui sont des négatifs correspondant à certaines bobines de la série A.
- La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine a pris les microfilms des émissions de la BBC en langue française (B 50 à 101), les interventions de Maurice Schumann à la BBC (B 165-170), les chansons et slogans de la BBC (B 175).
- Les Archives nationales ont reçu une partie des bobines des séries B et D, elles ont recouvré la série E (procès de Nuremberg) constituée de bobines prêtées par elles en vue de leur dépouillement, elles ont reçu également les microformes qui composent la série F : bandes, plaques, petites bobines touchant des sujets très divers : tracts, brochures, documents prêtés par les Archives de la Sarthe, etc.

Le Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Les archives sont restées à l'Institut d'histoire du temps présent.

Conclusion

L'ensemble que nous venons d'examiner présente sans aucun doute un très grand intérêt pour l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ; l'Occupation et la Résistance en constituent le thème majeur et la série départementale est particulièrement précieuse à cet égard.

Mais, conséquence logique de la nature de l'institution et de sa méthode de travail, il s'agit là d'une documentation parcellaire qui ne peut dispenser le chercheur de recourir aux grands fonds d'archives pour lesquels, d'ailleurs, les fonds privés recueillis par le Comité constituent des compléments d'autant plus utiles que parmi ces archives privées se trouvent des papiers publics. Qui pourrait penser, par exemple, que le ministère du Blocus des années 1939-1940, sur lequel les Archives nationales possèdent bien peu de choses, se trouve représenté ici par les papiers du ministre Georges Pernot ?

En fait, le chercheur devra toujours penser à parfaire son information auprès des archives du comité, il y trouvera ce qu'un dépôt officiel, destinataire des documents de l'administration, ne peut posséder : l'enquête orale et les documents remis par les acteurs.